



Accord-cadre n° 25.08
Accord-cadre de travaux

TRAVAUX DE VOIRIE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Date et heure limites de remise des plis : **22/09/2025 à 12h00.**

SOMMAIRE

Article 1.	Objet et forme du contrat	3
A.	Objet de la consultation.....	3
B.	Mode de passation	3
C.	Type de marché.....	3
Article 2.	Décomposition en lots.....	Erreur ! Signet non défini.
Article 3.	Durée.....	3
Article 4.	Variantes	3
Article 5.	Délai de validité des offres	3
Article 6.	Forme juridique en cas de groupement	3
Article 7.	Mode de règlement.....	3
Article 8.	Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique	3
Article 9.	Contenu du dossier de consultation	4
Article 10.	Modifications du dossier de consultation	4
Article 11.	Présentation des candidatures et des offres	4
A.	Généralités	4
B.	Pièces	4
Article 12.	Sélection des candidatures et jugement des offres	5
Article 13.	Négociation	6
Article 14.	Attribution	6
Article 15.	Conditions d'envoi ou de remise des offres	6
A.	Remise des plis par voie électronique OBLIGATOIRE	6
B.	Copie de sauvegarde	7
Article 16.	Renseignements complémentaires	8
Article 17.	Voies et délais de recours	8

Article 1. Objet et forme du contrat

A. Objet de la consultation

Le présent accord-cadre a pour objet des travaux et aménagements divers intéressant la voirie communale.

B. Mode de passation

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2123-1, R.2123-1 et R.2123-4 du Code de la commande publique.

C. Type de marché

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire.

Article 2. Allotissement et Maximum

En application de l'article L2113-11 du Code de la Commande Publique, le présent contrat ne fait pas l'objet d'un allotissement. La dévolution en lots séparés aurait pour conséquence d'alourdir la gestion et obérer les économies d'échelle.

Le maximum annuel est fixé à 224 000 € H.T.

Article 3. Durée

Le présent accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de deux ans. Il sera reconduit tacitement une (1) fois pour la même durée sauf à ce que l'acheteur fasse part de sa volonté de ne pas reconduire au plus tard deux (2) mois avant la date anniversaire du marché. Le titulaire ne peut s'opposer à cette reconduction.

Article 4. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

Article 5. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Article 6. Forme juridique en cas de groupement

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur. Toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire de ses cotraitants.

Article 7. Mode de règlement

Les prestations, objet du présent accord-cadre, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitantes) de premier rang éventuel(s), seront payées dans le délai global applicable au jour d'arrivée de la facture à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Article 8. Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément à l'article R2132-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, sur la plateforme marchespublics596280.

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Article 9. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.) ;
- L'Acte d'Engagement (A.E) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) ;
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- Les Bordereaux des prix unitaires (B.P.U) ;
- Les Détails Quantitatifs Estimatifs (D.Q.E) ;
- Le Cadre Réponse technique.

Article 10. Modifications du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'apporter au plus tard 5 jours avant la date limite de réception des offres des modifications au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date modifications.

Article 11. Présentation des candidatures et des offres

A. Généralités

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.
- Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en qualité de membres de plusieurs groupements.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euros, en précisant le montant hors taxes (H.T), la TVA et le montant toutes taxes comprises (T.T.C).

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

B. Pièces

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes.

→ Pièces de la candidature :

Les pièces de la candidature telles que prévues aux articles L.2142-1, R.2142-3, R.2142-4, R.2143-3 et R.2143-4 du Code de la commande publique :

- Une lettre de candidature DC1 ou équivalent ;
- La déclaration du candidat DC2 ou Formulaire DUME (<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>);

Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr ;

- Une copie du jugement si redressement judiciaire ;
- Un Extrait K-Bis ;
- Une attestation de régularité fiscale ;
- Une attestation de vigilance sociale ;
- Une déclaration sur l'honneur non-recours à des travailleurs étrangers ou liste nominative des personnes entrant dans ce cadre ;
- Une attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle ;
- Une attestation d'assurance décennale dont les garanties correspondant aux maximums.

→ Pièces de l'offre :

- L'acte d'engagement (A.E) à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat ;
- Les Bordereaux des prix unitaires (B.P.U) ;
- Les Détails Quantitatifs Estimatifs (D.Q.E)
- Le cadre réponse technique complété éventuellement d'un mémoire technique,
- Un Relevé d'Identité Bancaire (R.I.B).

Les candidats sont informés qu'en cas de groupement, le(s) cotraitant(s) doit(vent) obligatoirement être indiqué(s) dans l'offre. Ainsi, un acte d'engagement ne précisant pas l'existence d'un cotraitant constitue un motif de rejet de l'offre.

De même, pour ce qui est de la sous-traitance connue, le soumissionnaire identifie dans son offre les sous-traitants auxquels il envisage de faire appel ainsi que la nature et le montant des prestations sous-traitées.

Article 12. Sélection des candidatures et jugement des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

a. Les critères relatifs à la candidature

- ✓ Garanties financières

Celles-ci seront jugées à la vue des éléments complétés dans le DC2.

- ✓ Capacités professionnelles

Tous documents, références, certificats, attestations de bonne exécution ou autre dont le candidat peut se prévaloir pour justifier de sa capacité professionnelle, sans exigence minimale.

b. Les critères intervenants pour le jugement des offres et leur pondération

<u>CRITERES</u>	<u>PONDERATION</u>
1. PRIX SUR LA BASE DU DQE	50 %
2. VALEUR TECHNIQUE	40 %
2- 1. METHODOLOGIE D'ORGANISATION DE CHANTIER (de la préparation à l'achèvement des travaux) ET MOYENS HUMAINS (cf. cadre-réponse)	10 %
2 - 2. QUALITE DES MATERIAUX PROPOSES A LA VUE DES FICHES TECHNIQUES TRANSMISES	15 %
2 - 3. DELAI DE DEBUT DE REALISATION A LA RECEPTION DU BON DE COMMANDE	15 %
3. ACTIONS MISES EN PLACE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	8 %
3- 1. DANS LA PREPARATION DU CHANTIER	3 %
3- 2. DANS L'EXECUTION DU CHANTIER	5 %

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront rectifiées et seul le montant ainsi rectifié et confirmé par le candidat sera pris en considération pour le jugement des offres.

Conformément au code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Pour la valeur technique, il est demandé aux candidats de compléter impérativement le cadre du mémoire technique. Seuls les éléments contenus dans ce document seront pris en compte pour l'analyse.

Article 13. Négociation

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de négocier ou de classer les offres remises et d'attribuer le marché sans entamer de négociations de manière distincte pour chacun des lots. Dans le premier cas celles-ci pourront se dérouler en une fois ou plusieurs fois, par simple correspondance ou par « audition » à la liberté du pouvoir adjudicateur.

En cas de négociations, elles se dérouleront en respectant les principes de transparence, de libre concurrence et d'égalité de traitement qui s'imposent.

Article 14. Attribution

L'accord-cadre ne peut être attribué aux candidats dont l'offre a été retenue que si celui-ci produit :

- Les pièces prévues aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8254-2 du code du travail, et ce, tous les 6 mois à savoir :
 - Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - Un extrait de l'inscription au registre du commerce des sociétés (K ou Kbis) ;
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'il soit mentionné le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - Un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;
- La liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L52221-2 du Code du Travail, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour la prestation objet du présent marché avec les informations suivantes :
 - Sa date d'embauche ;
 - Sa nationalité ;
 - Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Article 15. Conditions d'envoi ou de remise des offres

A. Remise des plis par voie électronique OBLIGATOIRE

Conformément aux dispositions de l'article R2132-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur reçoit uniquement les candidatures et les offres (hors échantillons) des entreprises via une plateforme de dématérialisation disponible à l'adresse suivante :

<https://marchespublics596280.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome&goto>

Le candidat devra s'assurer de répondre aux prérequis techniques de la plateforme de dématérialisation marchespublics596280.fr.

Compte entreprise obligatoire : en cas de réponse, les candidats devront s'inscrire sur cette même plateforme. (Renseignements demandés : SIRET, adresse, téléphone et, une adresse électronique (courriel) permettant de façon certaine une correspondance électronique).

Ce compte servira pour toutes les phases d'échanges avec les candidats et l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Les candidatures et offres doivent parvenir sous la forme d'un fichier comportant l'ensemble des documents requis.

Formats : Pour les documents exigés par l'Acheteur, les formats autorisés en réponse sont : PDF à l'exclusion du DDED qui doit être retourné en format XLS (Excel 97-2003). Les candidatures et offres doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat selon les exigences posées aux articles 1316 à 1316-4 du Code civil.

La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Tout pli transmis au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt sera considéré comme hors délai.

Signature : La signature électronique n'est pas exigée. Le marché sera, in fine, signé avec l'Attributaire sous forme manuscrite.

Si, bien qu'il n'est plus exigé plus l'apposition d'une signature électronique au moment du dépôt, vous souhaitez néanmoins que les documents déposés par voie électronique soient signés électroniquement.

Si néanmoins le soumissionnaire souhaite signer de cette manière, les seuls formats autorisés pour l'apposition des signatures électroniques sur les documents sont :

Le format PAdES (utilisable uniquement pour les fichiers au format PDF),

Le format CAdES (que la signature soit attachée ou séparée),

Le format XAdES (que la signature soit attachée ou séparée).

Logiciels d'apposition de la signature électronique

Pour apposer sa signature, le signataire utilise l'outil de signature de son choix.

Si le signataire utilise un outil de signature autre que ceux disponibles sur le Profil d'Acheteur alors le signataire précise dans un document de présentation de sa réponse le format de signature utilisé, le nom de l'outil de signature utilisé et indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature conformément aux attendus de l'arrêté du 12 avril 2018.

Sans préjudice des dispositions prévues à l'article R2132-11 du Code de la Commande Publique, relatives à la copie de sauvegarde et reprises ci-dessous, les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique ou sur support matériel, par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

B. Copie de sauvegarde

Le candidat peut effectuer à titre « de copie de sauvegarde » une transmission de ses documents sur support physique électronique (CD-ROM, clef USB, DVDROM...) ou sur support papier, avant la date et l'heure limite de remise des offres indiquées sur la page de garde du présent règlement de consultation.

Cette copie de sauvegarde est envoyée sous pli scellé en recommandé ou déposé contre récépissé à l'accueil de l'hôtel de ville.

Cette enveloppe portera les mentions :

« MAIRIE DE LEFOREST - ACCORD-CADRE : TRAVAUX DE VOIRIE « COPIE DE SAUVEGARDE » - NE PAS OUVRIR ».

En cas de distribution par porteur, les concurrents veilleront à ce que leur pli parvienne à l'adresse et aux heures de bureau indiquées dans le présent règlement, pour que le récépissé puisse être délivré au porteur du pli.

La copie de sauvegarde sera ouverte dans les cas suivants :

- Lorsque dans la candidature et l'offre transmises par voie électronique, un programme malveillant (ou « virus ») est détecté ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique mais n'est pas parvenue dans les délais impartis pour la remise des candidatures et ou des offres ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique mais n'a pas pu être ouverte par l'acheteur public.

Si la copie de sauvegarde est sur un support électronique et qu'un programme malveillant est détecté, l'offre sera rejetée. Le candidat en est informé dans les plus brefs délais.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées sur la page de garde du présent règlement de consultation, ainsi que ceux remis sous enveloppe ne seront pas retenus.

Article 16. Renseignements complémentaires

Depuis le 1^{er} octobre 2018, les échanges sont intégralement dématérialisés. Les questions/réponses ne pourront donc se faire que par le biais profil d'acheteur. Pour toutes questions techniques, les candidats devront obligatoirement adresser leurs demandes directement sur la plateforme des marchés publics :

<https://marchespublics596280.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome&goto>.

Article 17. Voies et délais de recours

En cas de différend survenant à l'occasion de la présente consultation, la recherche, préalablement à tout recours, d'un règlement à l'amiable sera privilégiée par les parties.

Si aucune des solutions n'est trouvée il est possible de faire appel à la médiation en faisant appel :

- Le conciliateur /commission de consultation
- Au médiateur des entreprises
- Au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Lille 5 Rue Geoffroy Saint-Hilaire, 59000 LILLE, France, Téléphone : 03.59.54.23.42.

Précisions concernant les voies et délais d'introduction des recours :

- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 et suivants du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 et suivants du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir dans un délai de 2 mois à compter de la publication ou de la notification de la décision ou de l'acte attaqué (article R.421-1 du code de justice administrative) ;
- Référé suspension accompagnant un recours pour excès de pouvoir (article L. 521-1 du code de justice administrative) ;
- Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat par tout candidat évincé dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées (CE, 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne, n° 358994).

Ce recours pourra, le cas échéant, être assorti d'une demande de référé-suspension (article L. 521-1 du Code de justice administrative).